

Toute évaluation est porteuse d'évolution des pratiques. Or, dans un monde qui bouge, dans un monde qui reçoit des chocs, avec un bénévolat qui ne cesse d'évoluer, l'évaluation est plus que jamais nécessaire si nous voulons que le Secours Catholique reste ce signe dans une société en rapide évolution.

LA MAISON SECOURS CATHOLIQUE.

Pour permettre au Secours Catholique de mieux tenir sa place dans le vaste champ de la cohésion sociale, nous avons mis en route et nous développerons dans les années à venir, la construction de la « Maison Secours Catholique » fondée sur une communauté de valeurs. Cette construction sera fondée sur trois principes :

Le premier est la complémentarité de ses composantes, chacune d'entre elles étant axée sur un métier.

Le deuxième est l'autonomie de ses différentes composantes, ordonnée à une même vision de l'homme et du service des plus pauvres.

Le troisième est la mutualisation des moyens. Seule cette mutualisation permettra de dégager pour chacune des entités de la « Maison », les moyens de financer une recherche, des expérimentations pour lesquelles les fonds publics seront de moins en moins disponibles.

DIACONIA 2013.

Le Secours Catholique a initié depuis un an, la démarche Diaconia 2013. Celle-ci vise à faire revivre aux chrétiens une démarche de foi, fondée sur la triple tâche du croyant : « annoncer la Parole de Dieu ; célébrer les sacrements ; servir le frère ».

Désormais cette démarche est portée par la Conférence des évêques de France et appuyée par la quasi-totalité des mouvements, services et communautés religieux.

Dans chaque diocèse, à mesure que se mettront en place les structures d'animation, le Secours Catholique sera appelé à apporter sa contribution spécifique : assurer la place et la parole des pauvres avec lesquels il chemine tous les jours.

Diaconia est un projet de longue haleine qui ne s'arrête pas à l'occasion du rassemblement prévu à Lourdes pour l'Ascension 2013. Il est, au contraire, un point de départ pour que le service du frère, et en particulier celui des plus pauvres, soit au cœur de la vie des communautés chrétiennes. Ce service ne peut être délégué à des spécialistes. Il doit être, selon l'expression du père Etienne Grieu, un lieu source pour notre foi.

À travers Diaconia 2013, le Secours Catholique reste fidèle et développe sa mission, comme celle de toutes les Caritas de « *porter le message de l'Église dans la vie politique et sociale* ». (Benoît XVI recevant Caritas Internationalis, le 27 mai 2011)

Pour les deux années à venir, le Secours Catholique doit s'investir dans le succès de cette démarche.

François SOULAGE

SECOURS CATHOLIQUE

106 RUE DU BAC - 75341 PARIS CEDEX 07
TÉL. : 01 45 49 73 00 - FAX : 01 45 49 94 50

WWW.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG



Rapport moral 2010

 **Secours Catholique**
Réseau mondial Caritas

APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 24 JUIN 2011



RAPPORT MORAL

2010

par **M. François SOULAGE**

Président national

2011

Une parabole d’espoir

Au cours de l’année qui vient de s’écouler, le monde a connu des chocs essentiels qui ont des conséquences importantes pour l’avenir de notre pays et touchent directement ou indirectement notre vie quotidienne et, en particulier, les personnes les plus fragilisées. Il est de notre responsabilité de réfléchir sur « la marche du monde » puisqu’elle produit de la pauvreté.

LES RÉVOLTES DANS LES PAYS ARABES.

Le facteur sans doute le plus déterminant a été la révolte qu’ont connu plusieurs pays arabes, les unes débouchant sur des changements importants de gouvernance qui se veulent démocratiques, les autres débouchant sur des répressions féroces. Ces révoltes dans les pays du Maghreb ont deux conséquences :

► La première, immédiate, est de conduire beaucoup d’habitants à la fuite soit pour des raisons économiques du fait des frontières ouvertes -c’est le cas de la Tunisie, de certains égyptiens-, soit pour fuir les combats, ce qui est le cas de tous ceux qui, présents en Libye pour travailler, ont fui ce pays sans pouvoir retourner immédiatement chez eux. Certes, ces populations encore peu nombreuses sur notre territoire posent des problèmes en termes d’immigration, mais leur nombre n’est pas tel qu’il ne puisse être absorbé par l’ensemble de l’économie européenne, dès lors que l’on acceptera de décharger l’Italie d’une charge très importante pour elle. Il ne peut justifier les craintes pour l’emploi utilisées comme alibi pour les fermetures de nos frontières.

► La seconde conséquence de ces révoltes arabes est de changer assez fortement l’image que l’on peut avoir en Europe des peuples de ces pays. Cette capacité de révolte, essentiellement le fait des jeunes, a montré une image très différente de celle à laquelle nous étions habitués. Mais, à l’heure où nous discutons de ce rapport, l’avenir n’est pas encore certain pour ces nouvelles démocraties. Et l’on peut craindre, faute de soutien immédiat et imposant des pays occidentaux, que la première conséquence de ces révoltes soit un appauvrissement durable de ces pays, induisant une nouvelle fragilité politique.

LE DRAME JAPONAIS.

Le deuxième choc a été le drame japonais avec le séisme et les problèmes du nucléaire. Cela a posé à nouveau la question de l’avenir de l’énergie atomique et, à échéance plus ou moins brève, une remise en question, d’une part du mode de production d’énergie, et d’autre part, conséquence induite, du mode de développement lui-même. La conséquence immédiate en est la hausse du prix de l’énergie qui accentue les difficultés financières des ménages.

LA FAIBLESSE DE L’EUROPE.

Le troisième choc a été l’extrême faiblesse de l’Europe tout au long de l’année, qu’il s’agisse de la crise financière en Grèce, en Irlande, au Portugal. L’Europe a, certes, évité le crack mais la lenteur et les hésitations ont conduit ces pays à connaître des refinancements extraordinairement coûteux dont on peut craindre qu’à l’avenir ils ne conduisent à la destruction de l’édifice Euro qui est pourtant l’un des progrès les plus sensibles des dernières décennies.

Mais l’Europe, faute d’une volonté et d’une vision commune, a été très peu présente pour soutenir les révolutions démocratiques de la Tunisie et de l’Egypte ; elle n’a pas été capable d’assumer de manière unie le soutien à la révolte libyenne. Il y a déclin des domaines communautaires, au profit de l’intergouvernemental, porteur des égoïsmes nationaux. L’Europe piétine sur sa politique énergétique. Elle apparaît plus que jamais comme un nain politique et une puissance économique complètement dépendante des évolutions de l’économie mondiale tirée par le Sud-Est asiatique. Alors que sa culture fondatrice devrait en faire un instrument de solidarité.

LA CRISE EST TOUJOURS LÀ.

Ces chocs ont des conséquences importantes dans un pays, la France, qui se remet lentement de la crise. Si la crise financière est probablement derrière nous, la crise sociale est toujours là, malgré les récents chiffres du chômage. Elle nous impose plus que jamais une présence auprès des plus pauvres comme le maintien d’une action nationale forte, pour que la cause des plus défavorisés et des victimes de la crise, trop souvent oubliés et trop peu entendus, puisse être prise en compte dans les projets et dans les propositions, puis dans les politiques mises en œuvre à la suite des élections présidentielle et législatives.

LES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES.

Les échéances électorales vont peser fortement, dans la mesure où les marges de manœuvre économiques étant très faibles, le débat portera plus sur des enjeux de société, et sur ce terrain trois thèmes vont, semble-t-il, occuper l’espace : la sécurité, l’immigration et l’emploi.

Pour ces trois thèmes, il nous apparaît que les bonnes questions ne sont aujourd’hui pas posées.

Pour ce qui concerne la sécurité, la bonne question est de savoir pourquoi il y a, aujourd’hui semble-t-il, un regain d’insécurité. Ce regain est-il réel ? Le sentiment d’insécurité est d’abord lié aux progrès de la société de communication, et s’il est réel, quelles en sont les causes profondes ? Sur les questions de l’immigration, il faut aujourd’hui se demander quel est le degré d’ouverture, sans doute nécessaire, que notre pays doit accepter et dire avec clarté, les limites que l’on apportera à cette ouverture. La plupart des études disponibles aujourd’hui montrent qu’à moyen terme, elle est une chance pour notre pays.

Pour ce qui concerne l’emploi, la question est de savoir comment, dans des délais suffisamment rapides, il est possible pour les personnes le plus loin de l’emploi de disposer d’un niveau d’éducation qui leur permette d’occuper des emplois disponibles. Certes, la balance entre le nombre de chômeurs -2 600 000 en métropole-, et le nombre d’emplois vacants -550 000-, montre que l’effort sur la formation sera insuffisant à lui seul. Il peut avoir un effet déclencheur qui, combiné avec des mesures volontaristes, telles que la relance des emplois aidés, ou les contrats uniques d’insertion, une aide à la relocalisation d’emplois, et une relance vigoureuse des investissements publics et privés peuvent permettre d’améliorer sensiblement la situation.

Il est de notre devoir de faire entendre, dans le temps particulier des élections, la parole des exclus.

LES CHANTIERS DU SECOURS CATHOLIQUE.

Un texte de M. Gérard Raulin, trésorier national, reprenant les conclusions du conseil d’administration de décembre 2010 figurera en introduction du document de présentation des chantiers en septembre prochain. L’action du Secours Catholique face à ces échéances est de mettre en avant, à travers les chantiers qui ont été définis à l’occasion des Journées nationales de Lourdes, des réponses aux besoins et aux défis de notre société. Défis pour lesquels les chantiers sont aujourd’hui en cours de définition et reposent tous sur une action accrue des bénévoles. Ces défis et ces chantiers, quand ils auront été précisés, sont à la base de la construction des projets de délégation qui guideront l’action du Secours Catholique jusqu’en 2016.

LE BÉNÉVOLAT.

Dans les années à venir, la place du bénévolat risque d’évoluer. Tel qu’il est vécu au Secours Catholique, il a pour objet de mettre des personnes en action pour accompagner, aider d’autres personnes à se remettre debout. Le bénévolat n’est pas vécu et ne peut être vécu comme une activité de service social commandé de l’extérieur. Il conviendra au cours des années prochaines de rester dans notre rôle sans prétendre résoudre les questions de la pauvreté et de l’exclusion à la place des pouvoirs publics, agents de la collectivité nationale. L’objectif étant, à partir de ce que nous vivons, de faire vivre l’action publique, lui faire remplir les missions qui sont les siennes dans son rôle de maintien de la cohésion sociale. Le bénévolat est sans doute aujourd’hui remis en question par l’action de l’État qui veut donner plus de place aux associations sans pour autant leur donner les moyens, et qui veut, dès lors qu’il finance, imposer ses propres projets. Nous rappelons que la vie associative est aujourd’hui en première ligne pour permettre à beaucoup de personnes de donner du sens à leur action, de s’accomplir dans un travail qui crée moins de contraintes, moins de stress, moins d’obligations de résultats que ce qui est vécu dans les entreprises. Un gros travail est mené avec la Fonda sur l’avenir des associations en 2020. Il nous permettra de mieux inscrire notre action dans une stratégie à long terme faisant sa place à l’intervention sociale.

Pour le Secours Catholique, c’est ce travail des bénévoles qui permet de réaliser notre objectif premier : l’éveil à la solidarité, mais les conditions de vie et les enjeux évoluent très vite et nous devons nous adapter en permanence en fonction de l’évolution des déterminants extérieurs.

L’ACTION DU SECOURS CATHOLIQUE A VALEUR DE SIGNE.

En France comme à l’international, le Secours Catholique est porteur, à travers l’action de ses bénévoles, de l’amour du Christ pour chaque homme. C’est pour cela que dans son action, il ne fait pas de distinction entre les personnes auxquelles il s’adresse, ce qui est le fondement de nos orientations.

Sa spécificité qui apparaît de plus en plus, est d’avoir une obligation de moyens et non une obligation de résultats, contrairement aux institutions publiques qui sont affrontées à la culture du résultat quantifiable. Pour le bénévole du Secours Catholique, tout homme est son frère et c’est pourquoi notre action se veut témoin de la fraternité. Mais malgré cela, elle nécessite régulièrement une évaluation quant à ses résultats, quant aux témoignages qu’elle porte, quant à l’efficacité du témoignage et la pertinence de ses actions.